

Un candidat à la présidentielle, coûte que coûte ?

Résumé

Contrairement à ce qui est avancé par le texte intitulé "[Pour un manifeste du Parti communiste du XXIe siècle](#)":

- La présence d'un candidat communiste à la présidentielle n'a jamais été une garantie pour interrompre le déclin électoral du PCF : 1981, 1989, 1995, 2002, 2007...
- L'effacement "derrière" Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle de 2017 ne faisait pas partie des plans de la direction, un travail de "présidentialisation" de Pierre Laurent a même eu lieu, mais en vain.
- Le 37e congrès du PCF n'avait pas décidé "*d'engager un candidat communiste dans la perspective de la présidentielle*", mais prévoyait soit de "*soutenir*" un candidat, soit de "*présenter*" un candidat.
- La conférence nationale du 5 novembre 2016 qui avait proposé un candidat communiste à la présidentielle, n'a pas été bafouée mais contredite par le vote souverain des communistes des 24, 25 et 26 novembre 2016 dont elle a établi le [bulletin de vote](#).

Arguments développés

Le texte intitulé "[Pour un manifeste du Parti communiste du XXIe siècle](#)" fait de l'effacement du Parti communiste un thème récurrent de son argumentation. Le Parti et sa direction auraient délibérément fait le choix de faire l'impasse sur une candidature communiste à la présidentielle de 2017, allant jusqu'à "transgresser" une décision de congrès et à faire pression sur les adhérents du Parti.

Ce texte prétend :

"2017 : la décision du 37eme Congres d'engager un candidat communiste dans la perspective de la présidentielle n'est pas respectée. Le champ est ouvert à Melenchon."

Et plus loin, sous le titre "*Être présents avec nos propres candidats à toutes les élections*", il préconise :

"Il est essentiel d'être présents avec nos propres candidats à toutes les élections. Notre ambition est d'avoir, en renforçant l'influence de nos idées, le plus d'élu.e.s possible, à tous les niveaux. Ils et elles agissent au service des travailleurs et de leurs familles, et pour faire bouger la situation. L'élection présidentielle, dont nous combattons le principe, est cependant un moment structurant de la vie politique. Elle est l'occasion pour chaque formation de mettre en débat son projet et ses idées. Le parti doit travailler à créer les conditions d'une candidature communiste à l'élection présidentielle de 2022."

Cette relecture de la séquence qui précéda la présidentielle de 2017 est-elle juste ? A-t-on sciemment renoncé à présenter un·e candidat·e issu·e du PCF et imposé Jean-Luc Mélenchon ? Bref, peut-on parler "d'effacement" selon l'expression consacrée ? Regardons.

La Présidentielle et le PCF

La présidentielle a toujours été un obstacle particulièrement ardu à négocier pour le Parti communiste français. C'est vrai depuis 1965 et cela s'aggrave à mesure que cette Ve République se présidentialise. Car même le puissant Parti communiste des années 60 voit bien qu'il lui sera très difficile de l'emporter dans cette élection désormais "reine". Ce qui l'amène d'ailleurs à repenser sa stratégie d'alliance pour contourner le fait majoritaire associé à ce scrutin.

C'est bien cette difficulté qui a conduit le parti à régulièrement faire le choix de soutenir un candidat qui ne soit pas issu de ses rangs. Ce fût le cas en 1965 et 1974 avec François Mitterrand puis en 2012 et 2017 avec Jean-Luc Mélenchon. En 2017 toutefois et à la différence de la campagne de 2012, les tergiversations et le choix d'une campagne réputée "autonome", c'est à dire isolée du candidat que nous soutenions, nous ont finalement conduit à appeler à voter du bout des lèvres pour ce candidat.

Certes, la présence de candidat·es communiste à l'élection présidentielle a été la situation la plus fréquente : en 1969, 1981, 1988, 1995, 2002 et 2007. Mais on peut convenir que cette présence, même très active et avec de campagnes qui ont parfois laissé le souvenir d'avoir été dynamique (1981, 2002, 2007), n'a pas constitué une garantie très efficace de notre renforcement. En dehors de celle de 1969, il y a presque 50 ans, avec un score honorable de 21% et dans une moindre mesure, celle de 1995 qui a suspendu provisoirement le déclin observé à chaque scrutin, notre parti est sorti notoirement affaibli de ces séquences.

A contrario, notre parti a été crédité du bon score de Jean-Luc Mélenchon à l'élection de 2012. Il est sorti renforcé de cette séquence, avec souvenons-nous en, une vague nouvelle d'adhésion au PCF.

C'est pourquoi affirmer aujourd'hui que l'un de nos objectifs prioritaires devrait être de présenter coûte que coûte, un candidat issu de nos rangs à l'élection présidentielle, est une décision qui doit plus au coup de menton et à une logique bravache qu'à une analyse froide de la situation. Penser qu'il suffirait de préparer dès à présent un "poulain" avec un plan com' d'enfer est une approche tout à fait inefficace et probablement dangereuse. Dangereuse car elle secondariserait alors la démarche de rassemblement à vocation majoritaire au profit de la présence à tout prix d'un·e candidat·e communiste dont la fonction ne saurait être de l'emporter mais de témoigner.

Pas de candidat·e issu·e du PCF, un choix délibéré ?



Les rédacteurs du "[Manifeste du Parti communiste du XXIe siècle](#)" font mine de l'ignorer : entre 2014 et 2016, d'important efforts ont été mis en œuvre par le parti pour "présidentialiser" un Pierre Laurent relooké, entreprenant un "Tour de France des régions", publiant un nouveau livre, une affiche spéciale "Pierre Laurent" réalisée par une boîte de com (voit ci-contre)...

L'objectif était bien de tenter d'en faire un candidat capable de contester à Jean-Luc Mélenchon, le titre de candidat "naturel" du Front de gauche à l'élection présidentielle. Certes, le résultat de cette tentative de "présidentialisation" fût un échec. Mais le procès intenté à Pierre Laurent d'avoir renoncé d'emblée est finalement injuste. Et il serait tout aussi injuste d'imputer simplement cet échec à la faiblesse de notre communication, ou au manque présumé de charisme de Pierre Laurent.

Le match a eu lieu, il a été remporté par Jean-Luc Mélenchon, pas seulement sur ses qualités propres, mais surtout sur le fait qu'il est apparu, à tort ou à raison, comme le plus acharné artisan du Front de gauche et donc comme son candidat naturel, quand Pierre sortait "abîmé" de la séquence des municipales, notamment par son implication dans le cas de Paris, et apparaissant plus préoccupé de "peser sur le PS" que de renforcer le pôle Front de gauche.

Les décisions du 37e congrès non respectées ?

Mais pour que cette fable d'un effacement sciemment organisé du PCF soit plus crédible, les promoteurs du "[Manifeste du Parti communiste du XXIe siècle](#)" continuent leur réécriture de l'histoire. La "décision du 37eme Congrès d'engager un candidat communiste" n'aurait pas été respectée ? Il est vrai que le flou artistique qui a entouré ce congrès et le [texte adopté](#) prêtent à interprétation.

Pourtant, le texte l'envisageait comme une option. Et comment aurait-il pu en être autrement puisqu'à l'heure de ce congrès, Pierre Laurent et une partie de la direction du Parti nourrissaient encore le "rêve" fou d'un candidat commun de toute la gauche autour d'un "[Pacte d'engagements communs](#)".

Le texte adopté indique :

*"(...) La mobilisation pour des rassemblements à vocation majoritaire doit être notre priorité. Nous y voyons le moyen et une ardente obligation pour construire les meilleurs rapports de forces possibles dans toutes les circonscriptions et pour faire élire le maximum de députés présentés ou soutenus par le PCF. Ce sera aussi un levier politique, citoyen et de proximité, pour la candidature que nous **présenterons ou soutiendrons** à la présidentielle."*

Et plus loin encore :

"Si tel n'est pas le cas, les communistes auront à choisir quel-le candidat-e ils soutiendront ou ils présenteront."

Ou encore :

*"Pour ce qui concerne les adhérents du PCF, une **conférence nationale** est convoquée le 5 novembre, avec, à son ordre du jour, l'évaluation du processus engagé et l'évolution de la situation politique et sociale du pays, la décision concernant de **soutenir ou de présenter** une candidature dans le cadre d'un processus collectif. Si tel n'est pas le cas, les communistes auront à choisir quel-le candidat-e ils soutiendront ou ils présenteront."*

Cette conférence nationale sera aussi un temps fort de notre mobilisation pour les élections législatives. "

Et la conférence nationale bafouée ?

Ils réécrivent le congrès, mais aussi celui du rôle de la conférence nationale qu'il avait programmé en novembre.

A quelques jours de la conférence, Pierre Laurent, conscient que l'ensemble des scénarios qu'il construit pour 2017 sont nuls et non avenues, est assez logiquement conduit à prendre position. Il annonce qu'à titre personnel, il souhaite que le PCF apporte son soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Il est vrai qu'après avoir défendu pendant un an une candidature de "rassemblement de la gauche", promouvoir désormais une candidature supplémentaire, issue du PCF, aurait été incompréhensible.

C'est pourtant le choix de la conférence à 53%, composée de dirigeants locaux et nationaux du PCF et dans laquelle les auteurs du texte "[Manifeste pour un parti communiste du XXIe siècle](#)" mais aussi des camarades comme Igor Zamichiei, pèseront de tout leur poids pour arracher une candidature communiste.

Pourtant, ce sont bien les communistes qui ont statutairement le dernier mot. C'est leur vote, instruit des travaux et de l'avis de la conférence, mais leur vote seul qui compte. C'est bien logique. C'est dans une proportion rigoureusement inverse qu'ils désigneront Jean-Luc Mélenchon, leur candidat à l'élection présidentielle de 2017.